

Plan Ambition Alimentation - Santé

■ Session 8/07/2020

■ Avis présenté par M. Raymond DOIZON au nom des Commissions n° 2 "Santé - Social" et n°3 "Economie - Emploi- Recherche - Innovation"

Entendues les interventions de Catherine Paris (CGT), Dominique Laperrière-Michaud (URAF), Jean-Yves Tessier (CFDT), Dominique Lebreton (Confédération paysanne), Marie-Jeanne Bazin (CCI-R), Bérangère Feufeu (CLCV), Gérard Allard (UFC que choisir), Nadine Alletru (Chambre d'agriculture), Denis LEDUC (Groupe Environnement).

Entendue l'intervention de Mme Lydie Bernard, Présidente de la Commission « Agriculture, agroalimentaire, forêt, pêche et mer »

85 votants. Adopté par 80 pour, 1 contre, 4 abstentions.

Le document élaboré par la Région rappelle que l'équilibre et la qualité de l'alimentation ont un impact fort en termes de santé. Plus globalement, ce rapport souligne l'importance de concilier les dimensions scientifiques, sociétale, sociale, environnementale et économique, qu'il faut pouvoir concilier. L'engagement de la Région dans ce domaine où elle ne dispose pas de toutes les compétences est salué par le CESER. Celui-ci rappelle que la Collectivité participe au pilotage du Plan Régional Santé Environnement dont un axe concerne l'alimentation et la qualité de l'eau.

Cette « Ambition » propose notamment d'intervenir dans les domaines suivants :

- Renforcement des travaux visant un approfondissement et une meilleure diffusion des connaissances scientifiques relatives aux liens entre alimentation et santé. L'engagement de la Région à poursuivre le soutien aux travaux de recherche collaborative, dont les programmes sont détaillés dans le document, est salué par le CESER.
- Sensibilisation de l'ensemble des Ligériens à l'importance d'une alimentation équilibrée et de qualité :
 - Vers les jeunes : renforcement de l'action de la Région sur la qualité de la restauration dans les lycées (objectif 100% produits français, 50% produits régionaux, 20% produits bio, menus « Loire Océan », etc.) et actions de sensibilisation diverses,
 - À destination des seniors : concours de chefs en EHPAD, rapport sur l'alimentation des personnes âgées, sensibilisation via le Gérotopôle, ...
 - Vers le grand public : organisation d'une semaine régionale du « bien manger », portes ouvertes dans les exploitations agricoles, les entreprises...
- Actions sur les modes de production :
 - Soutiens en faveur d'une production responsable : santé des animaux et des plantes, appels à projets en faveur de l'innovation dans le secteur agricole, mise en place d'une formation continue des professionnels, soutien à l'agriculture durable, traçabilité des aliments, soutien à des produits innovants (microalgues),
 - Accompagnement de la transformation de la filière agricole à travers une démarche qualité et soutien à des formes de modernisation des industries agroalimentaires privilégiant la dimension Alimentation-Santé (appel à projets de 5M€),
 - Restauration de la qualité de l'eau et amélioration de la qualité de l'air.

Pour le CESER, ce projet Alimentation-Santé s'inscrit à la croisée d'enjeux, de visions, d'appréhensions multiples et différenciées qui en font un « sujet clivant » comme le souligne le Professeur Daniel NIZRI en introduction du rapport du Conseil national de l'alimentation datant de novembre 2018 qui s'intitule « Alimentation favorable à la santé ». De fait, il convient de le traiter de manière transversale afin de mieux connaître et de mieux accompagner les mutations des processus de production, de transformation et de conditionnement.

Pour autant, tout le monde s'accorde à rappeler que la France produit déjà aujourd'hui des denrées alimentaires dont la production est parmi les plus réglementées et les plus sûres au

monde, notamment en termes de prévention des risques bactériologiques et toxicologiques. C'est pourquoi, dans ses grandes lignes, le document du Conseil régional, est unanimement accueilli comme une bonne base de travail, qui doit néanmoins se poursuivre, en particulier pour mieux définir les chemins qu'il faudra explorer et les moyens qu'il faudra mobiliser pour atteindre les objectifs qui y sont affirmés.

Considéré sous l'angle de la santé et sous l'angle social, et rappelant que la santé ne relève pas directement des compétences régionales, il semble donc bien indispensable qu'une forme d'acculturation soit mise en place pour une politique cohérente et pleinement transversale. A cette fin, l'appropriation des observations en santé et de l'état des connaissances scientifiques qu'entreprend la Région, est un élément fondamental. Toutefois, à ces données factuelles, il faudrait ajouter la richesse de l'expertise citoyenne et associative des acteurs de terrain en termes de connaissance des publics et des besoins. Dans ce cadre, l'organisation d'« Assises de l'alimentation au service de la santé », à l'instar de ce que la Région avait fructueusement mis en place dans le cadre de la réforme de l'apprentissage, nous semblerait être un signal fort et positif pour la réussite de cette ambition régionale et conforme à la volonté de concertation annoncée en abordant plus particulièrement les sujets suivants et les mutations qui y sont liées :

- Social et sociétale
- Economique
- Recherche & Développement
- Environnement
- Education & prévention

Un autre élément de succès de cette politique serait l'ancrage territorial. La Région pointe des leviers d'action qui relèvent de ses domaines de compétences. Le CESER propose d'intégrer dans des actions concrètes l'ensemble des Ligériennes et Ligériens, au-delà des publics cibles que représentent jeunes et seniors. Pour ce faire, il engage la Région à considérer les acteurs et actions déjà déployées sur le territoire comme autant de leviers complémentaires mobilisables dans une dynamique de partenariat et de collaboration.

Le CESER salue aussi le partenariat engagé avec les acteurs locaux : associations de professionnels, associations d'éducation à l'environnement dont le Graine¹. Dans le cadre des actions d'accompagnement, de formation, d'information du grand public, il propose de porter une attention particulière aux associations de solidarité, épiceries solidaires, structures d'hébergement social... qui accompagnent les populations les plus fragilisées dans une dynamique d'éducation populaire par le développement de leur pouvoir d'agir.

Le CESER lit donc l'Ambition Régionale « alimentation santé » des Pays de la Loire, notamment comme la mise en œuvre d'une politique de prévention et d'investissement social. A ce titre, il invite la Région à privilégier un outillage pensé sur le long terme, à travers des formes de contractualisation de type CPOM (contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) plutôt qu'une systématisation des appels à projet. A noter également que le CESER réalise actuellement une étude portant sur le thème : « Comment les politiques régionales peuvent agir en prévention, dans les domaines de la santé et du social ? », et très prochainement, une autre sur l'agriculture. C'est dans ce cadre que le CESER entend aussi contribuer positivement à cette ambition

¹ Cité dans le document de la Région

régionale. Il sera donc attentif à l'écoute, et à l'attention qui seront portées, par le Conseil régional, aux avis qui émaneront de ces travaux.

Cela permettra d'aborder, d'autres angles d'analyse de ce projet tels que l'articulation globale et transversale de toutes les politiques publiques contractualisées, l'insertion socio-économique et d'éducation des personnes, le développement d'initiatives innovantes et leur essaimage.

D'autres sujets mériteront d'être étudiés comme la gestion de l'eau, la sécurisation des systèmes de production, le revenu du travail des agriculteurs selon le créneau d'activité choisi, la capacité à investir, l'innovation, la chaîne de valeurs globale du producteur au consommateur, ou encore la dimension environnementale au-delà de la filière bio et la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires et la réduction des additifs sur les produits transformés.

Tous ces aspects doivent être conjugués pour permettre à toutes les parties prenantes, et donc à l'ensemble de la société, d'aborder avec la plus grande visibilité possible, et donc en confiance, les profondes mutations, qui aujourd'hui, interrogent notre modèle de développement et nos modes de vie.

La Région pourrait être le catalyseur de l'ensemble des acteurs alimentation-Santé.